



## Le marché du travail francilien n'est plus épargné par la crise

*L'activité s'est fortement réduite au premier trimestre 2009. Le marché du travail francilien, moins affecté jusqu'au début 2009, est désormais atteint par la dégradation de l'emploi dans le tertiaire. Les perspectives restent peu encourageantes pour la fin de 2009, même si la contraction de l'activité devrait progressivement se réduire. Malgré ce contexte peu favorable, la création d'entreprises reste dynamique grâce au nouveau dispositif de l'auto-entrepreneur.*

Benoît Pentinat et Julie Roy, Insee Ile-de-France  
François Rageau, DRTEFP Ile-de-France

**L**a récession mondiale, amorcée au second semestre 2008, s'est amplifiée au premier trimestre 2009.

Face à des perspectives d'activité très dégradées depuis fin 2008, les entreprises ont dû faire face à des surcapacités de production et à des conditions de financement difficiles. Elles ont limité leurs investissements et fortement réduit leurs stocks. La chute du commerce mondial s'est accentuée au premier trimestre 2009.

L'intervention des Etats pour soutenir les banques et la baisse des taux directeurs des principales banques centrales ont permis aux marchés financiers de se détendre peu à peu. Les inquiétudes sur la santé des banques se sont nettement apaisées. La réduction des tensions sur les marchés financiers conjuguée à la mise en œuvre des plans de relance contribue à améliorer le climat des affaires, même si celui-ci reste encore très dégradé. Ces signaux moins négatifs laissent à penser que le point le plus aigu de la crise aurait été atteint et que la récession perdrait en intensité au second semestre.

### **L'activité va continuer à se réduire mais moins fortement**

Dans ce contexte, l'activité économique française continuerait de se replier mais à un rythme plus modéré. Après avoir chuté de 1,2 % au premier trimestre 2009, le PIB reculerait de 0,6 % au second trimestre. Il baisserait de 0,2 % au troisième trimestre avant de se stabiliser en fin d'année. La production manufacturière a encore fortement reculé au premier trimestre 2009 (- 7 % après - 7,8 % au quatrième trimestre 2008) sous l'effet d'un déstockage massif de la part des entreprises. Celles-ci devraient avoir ramené leurs stocks à un niveau plus en phase avec la réduction de la demande à la fin du premier semestre. Les stocks ne pèseraient donc plus guère sur la croissance au second semestre.

Le marché du travail dont l'ajustement n'est pas immédiat continuerait d'être affecté par la contraction de l'activité. Les secteurs marchands non agricoles qui ont perdu 192 500 emplois au premier trimestre 2009, perdraient au total près de 700 000 postes en 2009. Le nombre d'emplois descendrait ainsi à son niveau le plus

bas depuis 2000. L'emploi baisserait nettement dans l'industrie (- 240 000), la construction (- 50 000) et dans le tertiaire marchand hors intérim, secteur jusque là relativement épargné. Parallèlement, le taux de chômage, déjà en forte hausse, devrait continuer à augmenter pour s'établir à 10,1 % au quatrième trimestre en France métropolitaine.

### **Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel**

BDF - DRIF : Laurence Grelaud  
CERC Ile-de-France : Hervé Vibert  
CESR Ile-de-France : Julie Coudry  
Coe-Rexecode : Alain Henriot  
Région Ile-de-France : Michel Ruffin  
CROCIS de la CCIP : Mickaël Le Priol  
CRT : Aurélian Catana  
DGDDI Ile-de-France : Catherine Levan  
DREIF : Laurent Guinard  
DRTEFP Ile-de-France : Bernard Simonin  
GIM : Isabelle Chaptal  
Pôle emploi : Samy Garbaa, Olivier Jugand  
Pôle emploi services : Céline Braconnier  
Préfecture Ile-de-France : Christophe Centonze  
RGF : Michèle Le Scoul

Le recul de l'inflation, amorcé au second semestre 2008, s'est poursuivi début 2009. En fin d'année, la hausse des prix sur un an ne serait que de 0,6 %. Le fléchissement de la demande et la répercussion des baisses de prix des matières premières aux autres produits, tirent en effet les prix vers le bas. Grâce à ce reflux de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages augmenterait un peu plus en 2009 (+ 1,1 %) qu'en 2008 (+ 0,6 %), contribuant à soutenir leur consommation. L'évolution de l'activité fin 2009 reste toutefois difficile à apprécier compte tenu du caractère inédit de la situation actuelle, caractérisée par une crise financière brutale accompagnée d'une récession mondiale.

### Les chefs d'entreprise franciliens toujours préoccupés

L'économie francilienne n'a pas échappé à la chute de l'activité économique et s'est repliée début 2009. Au premier trimestre, en tenant compte de la structure sectorielle de l'Ile-de-France, les enquêtes de conjoncture nationale dans l'industrie, le commerce de gros et le commerce de détail confirment le pessimisme des chefs d'entreprise sur la pro-

duction passée et à venir observé depuis la fin 2008. Les carnets de commande sont jugés peu étoffés mais les stocks se réduisent dans l'industrie ①.

### Le marché du travail francilien rattrapé par les effets de la crise

Le marché du travail francilien a été relativement préservé jusqu'à la fin de 2008. Il a été dans un premier temps moins affecté par la dégradation de l'économie. En effet, l'industrie et l'intérim, secteurs les plus touchés, ont un poids moins important dans la région qu'au niveau national.

Ce n'est plus le cas depuis le début de 2009. L'emploi francilien a diminué sensiblement en début d'année pour la première fois depuis quatre ans. L'Ile-de-France, qui compte 4,1 millions de salariés dans le secteur concurrentiel hors agriculture, selon Pôle emploi, a perdu 30 000 emplois au premier trimestre 2009 ②. Ce recul est plus tardif qu'en France métropolitaine où il a débuté dès le deuxième trimestre 2008 et reste de moindre ampleur (- 0,7 % contre - 1,1 % au niveau national).

Fait nouveau, l'emploi tertiaire diminue sensiblement : près de 23 000 emplois (- 0,7 %) ont été supprimés au premier trimestre 2009. L'emploi intérimaire poursuit sa chute (- 20 %, soit 11 000 équivalents temps plein supprimés). L'emploi industriel francilien se contracte fortement (- 6 000 emplois). La construction qui avait enregistré une première baisse de ses effectifs en fin d'année 2008 est de nouveau en repli (- 0,5 %). Les perspectives pour l'emploi francilien restent difficiles dans la mesure où la baisse de l'emploi salarié serait dans le tertiaire marchand d'environ 400 000 postes en France en 2009.

Dans le même temps, le chômage a progressé en Ile-de-France au premier trimestre 2009 mais moins fortement qu'en France métropolitaine (respectivement + 0,7 point contre + 1,1 point). Le taux de chômage localisé s'établit dans la région à 7,4 % ③. Il reste l'un des plus faibles de France, nettement en dessous du niveau national (8,7 %).

### Une chute du nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle emploi

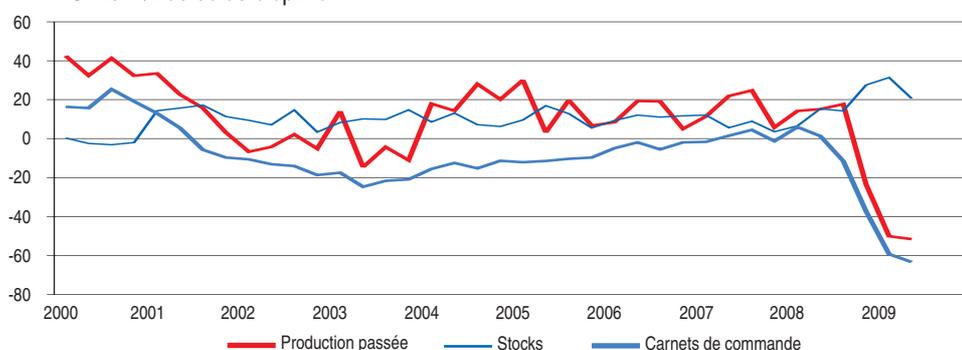
Le ralentissement économique se traduit par un effondrement du nombre d'offres d'emploi. En moyenne, 43 900 offres ont été enregistrées chaque mois durant les cinq premiers mois de l'année, contre 61 900 au second semestre 2008, soit une baisse de 29,1 %. Cette évolution concerne tous les types de contrats : les offres durables comme les contrats à durée déterminée et les contrats d'intérim.

Parallèlement, les inscriptions à Pôle emploi ont augmenté. Avec plus de 90 000 entrées mensuelles, elles sont supérieures de 11,6 % à celles du second semestre 2008. Les entrées mensuelles après un licenciement augmentent de 8,1 %. Les sorties reculent (- 1,8 %). La conjugaison de ces deux mouvements entraîne une hausse prononcée de la demande d'emploi.

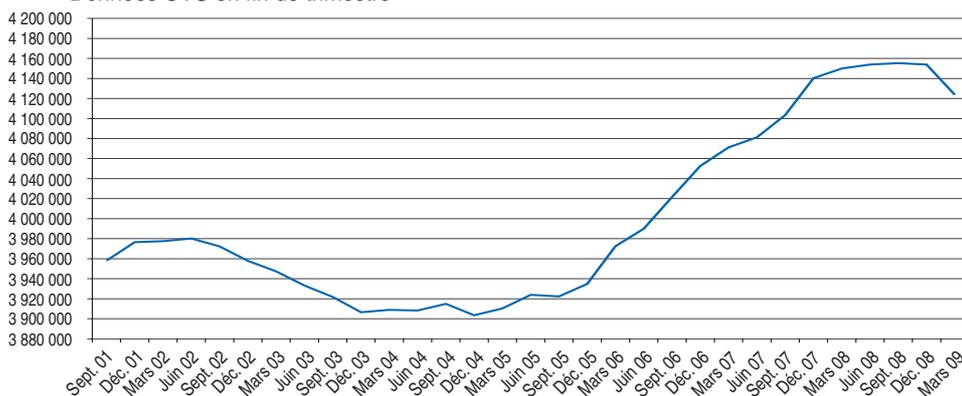
### Le nombre de demandeurs d'emploi progresse fortement en Ile-de-France

Fin mai, 642 700 demandeurs inscrits à Pôle emploi étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (⇒ Définitions). Parmi eux, 467 870 n'ont pas travaillé durant le mois précédent. L'augmentation du

#### ① Des carnets de commande peu garnis dans l'industrie, mais des stocks qui diminuent



#### ② Baisse de l'emploi salarié dans le secteur privé non agricole



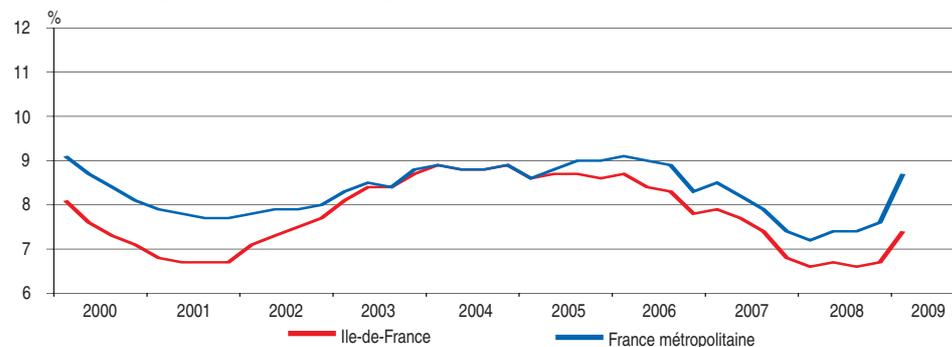
nombre de demandeurs d'emploi en Ile-de-France est, depuis février 2009, supérieure à celle de l'ensemble de la France métropolitaine. Le nombre de demandeurs n'ayant exercé aucune activité a augmenté dans la région de 11,8 % depuis janvier 2009, contre 10,3 % au niveau national. Ces évolutions affectent tous les départements franciliens, mais sont toutefois un peu supérieures en grande couronne.

Le nombre de jeunes inscrits a fortement progressé depuis le début de l'année 2009. Fin mai, 74 510 jeunes étaient inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C, soit 12 100 personnes supplémentaires en cinq mois (+ 19,4 % contre + 20,6 % au niveau national). Le nombre d'inscrits parmi les 25-49 ans et les seniors âgés de 50 ans ou plus a également fortement augmenté (respectivement + 9,3 % et + 8,5 % en catégories A, B, C). L'augmentation du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi reste un peu plus faible que celle des hommes et s'établit à 8,2 % (contre 12,2 % pour les hommes) pour les cinq premiers mois de l'année (catégories A, B, C).

## Le marché de la construction neuve reste dégradé

En Ile-de-France, le repli des ventes de logements neufs au premier trimestre 2009 s'atténue (- 10 % par rapport au premier trimestre 2008). L'encours de logements proposés à la vente est désormais en baisse, les promoteurs ayant réduit considérablement leur offre depuis le troisième trimestre 2008.

### 3 Forte augmentation du chômage en 2009

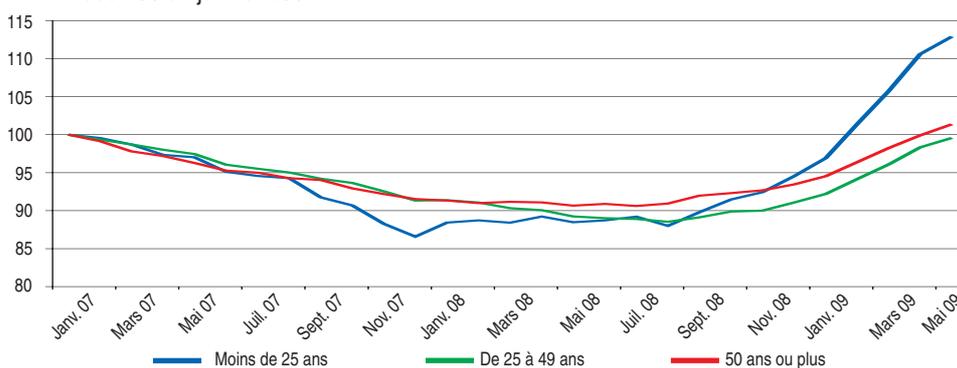


Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, taux de chômage localisés

### 4 Forte progression des demandes d'emploi parmi les jeunes âgés de moins de 25 ans

Base 100 en janvier 2007



Champ : demandeurs d'emploi de catégories A, B et C (CVS) en fin de mois.

Sources : Dares et Pôle emploi

En avril 2009, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région capitale diminue de 6,2 % au cours des 12 derniers mois par rapport à l'an passé. Ce ralentissement est moins prononcé que dans l'Hexagone où la baisse atteint 18 %. Depuis mi-janvier, le dispositif de réduction d'impôts dit «Loi Scellier» relance cependant l'intérêt pour l'investissement locatif.

Le marché immobilier poursuit sa correction. Au premier trimestre 2009, les prix de logements anciens ont diminué de 3,6 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2008 en Ile-de-France, confirmant la baisse enclenchée le trimestre précédent. En un an, le prix des maisons a baissé de 8,8 % et celui des appartements de 2,9 %. La baisse des prix est plus prononcée dans les départements de la grande couronne qu'à Paris et dans la petite couronne.

Le marché de bureaux reste, quant à lui, peu dynamique. Les mises en chantiers de locaux non résidentiels sont en fort recul (- 15 % en mars 2009 au cours des douze derniers mois par rapport à l'an passé).

### Fort recul de la fréquentation de l'hôtellerie de tourisme

La fréquentation hôtelière est en très net recul dans la région depuis le début de l'année 2009. Au cours des quatre premiers mois de l'année, le nombre total de nuitées a diminué de 9,1 % par rapport à l'an passé. Le recul du nombre des nuitées étrangères est encore plus important (- 12,4 %), le contexte économique

## Définitions

Les **demandeurs d'emploi** inscrits à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic, sont regroupés en différentes catégories.

Conformément aux recommandations du rapport du CNIS sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (juin 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à partir de février 2009 en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

**5 Des nombreuses créations d'entreprises dans les activités de services**  
Données CVS-CJO

	2008				2009	Evolution en %	
	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	sur 3 mois (1)	sur 1 an (2)
<b>Ile-de-France</b>	<b>20 031</b>	<b>19 784</b>	<b>19 665</b>	<b>18 210</b>	<b>26 423</b>	<b>45,1</b>	<b>31,9</b>
Industrie	606	590	612	566	858	51,6	41,6
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>506</i>	<i>469</i>	<i>522</i>	<i>445</i>	<i>735</i>	<i>65,1</i>	<i>45,3</i>
Construction	2 977	2 906	2 852	2 671	3 232	21,0	8,6
Commerce, transports, hébergement et restauration	5 596	5 541	5 379	5 068	6 872	35,6	22,8
Commerce-réparation	4 216	4 097	3 978	3 639	5 490	50,9	30,2
Transports	624	687	713	701	549	-21,7	-12,1
Hébergement et restauration	717	766	779	688	825	20,0	15,1
Information et communication	1 537	1 583	1 533	1 366	2 466	80,5	60,5
Activités financières	757	735	727	633	726	14,8	-4,0
Activités immobilières	1 029	1 038	1 000	713	746	4,6	-27,5
Activités de services	5 219	5 044	5 143	4 897	7 307	49,2	40,0
Enseignement, santé, action sociale	1 288	1 360	1 458	1 356	1 764	30,1	36,9
Autres activités de services	1 023	989	962	940	2 453	160,8	139,7
<b>France (y compris Dom)</b>	<b>85 700</b>	<b>84 280</b>	<b>83 197</b>	<b>77 864</b>	<b>123 553</b>	<b>58,7</b>	<b>44,2</b>

(1) Comparée au trimestre précédent.

(2) Comparée au même trimestre de l'année précédente.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Avertissement : les créations d'entreprises par activité sont désormais présentées en nomenclature agrégées « NA » fondée sur la NAF révision 2 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Les secteurs d'activité retenus pour présenter les créations dans cette publication suivent des niveaux d'agrégation dits A10 et A21 de la « NA » (pour en savoir plus, consulter le site insee.fr rubrique « définitions et méthodes »).

Pour permettre des analyses sur longue période, la série des créations a été recalculée en NAF rév 2 depuis l'année 2000.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

défavorable perturbant la venue des clientèles « long courrier ». La baisse de la fréquentation touche particulièrement les hôtels de 3 et 4 étoiles. Le recul du trafic dans les aéroports parisiens observé en mai laisse présager une poursuite de la baisse de la fréquentation hôtelière.

### Des créations d'entreprises portées par les auto-entrepreneurs

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2009, le nombre de créations d'entreprises franciliennes a progressé de 45,1 % par rapport au trimestre précédent **5**. Depuis janvier 2009, les créations d'entreprises incluent celles effectuées sous le régime nouveau de l'auto-entrepreneur, ce qui

explique l'essentiel de cette forte hausse. L'augmentation des créations dans la région est un peu moins prononcée qu'au niveau national (58,7 %) sachant qu'en Ile-de-France, les auto-entrepreneurs sont proportionnellement moins nombreux qu'au niveau national parmi les créateurs d'entreprises. Les secteurs des services aux entreprises, du commerce et de la construction contribuent le plus à l'augmentation des créations d'entreprises dans la région capitale.

La situation économique difficile a des répercussions sur la santé des entreprises. A la fin du premier trimestre 2009, le nombre d'entreprises défaillantes au cours des quatre derniers trimestres augmente de 5 % par rapport aux quatre trimestres précédents. Cette hausse est toutefois nettement moins forte en Ile-de-France qu'en

France métropolitaine (15 %). Dans la région, les défaillances ont nettement augmenté dans le secteur des transports (16 %) et dans celui des activités immobilières (15 %).

Rédaction achevée le 26 juin 2009

#### Pour en savoir plus

« Note de conjoncture », Insee conjoncture, juin 2009.

« Tendances régionales Ile-de-France », Banque de France, mai 2009.

**Ovieve F.** : « Fréquentation hôtelière 2008 - Une fin d'année marquée par la crise », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 318, mai 2009.

**Roy J.** : « Point conjoncturel - Une économie francilienne en repli », *Insee Ile-de-France faits et chiffres*, n° 203, avril 2009.

« Le chiffre du commerce extérieur » sur le site Internet : [www.lekiosque.finances.gouv.fr](http://www.lekiosque.finances.gouv.fr)

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France

7, rue Stephenson - Montigny-le-Bretonneux  
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication : Sylvie Marchand  
Comité de rédaction : Patrick Pétour  
Rédactrice en chef : Christel Collin  
Secrétaire de rédaction : Françoise Beauflis  
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France  
Maquette : Nathalie Droux - Laure Omont  
Impression : S. N. Rafal

Publication téléchargeable à partir du site Internet : [www.insee.fr/ile-de-france](http://www.insee.fr/ile-de-france)

ISSN 0984-4724  
Commission paritaire n° 2133 AD  
Code Sage 10932052

© Insee 2009

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> semestre 2009

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

[www.insee.fr/ile-de-france](http://www.insee.fr/ile-de-france)